

Opportunités chinoises dans les cleantech

“Impensable de ne pas y être”

La démesure chinoise s'applique aussi à la "révolution verte". En dix ans à peine, la Chine est devenue le plus gros marché mondial pour les technologies vertes (énergies renouvelables, construction durable, épuration des eaux, traitement des déchets...).

Ce boom des écotechnologies, amplifié par le soutien massif des autorités, est source d'opportunités réelles pour des entreprises belges. Ce dossier nous livre l'analyse nuancée de l'écomarché chinois par un manager chinois travaillant au VITO. Pour suivre, trois entreprises belges installées en Chine nous donnent leur vision de cette mutation industrielle et pointent les écotechnologies qui présentent, selon eux, le plus beau potentiel.

Dans ce dossier

L'indispensable patience

Debin Mao (VITO)

Bien plus que de belles intentions

Trois entreprises témoignent de leur expérience chinoise

L'eau au cœur des politiques chinoises

La rareté de l'eau potable est un des plus gros problèmes

Quels sont les marchés les plus attractifs pour les Belges ?

Les écotechnologies au plus beau potentiel

forward
fwd

forward ▶
fwd



L'indispensable patience

**Les partenaires chinois sont déterminants
pour les entreprises étrangères**



Un partenaire chinois peut ouvrir des portes aux entreprises étrangères

Selon Debin Mao, China Business Development Manager au VITO, la Chine a encore du chemin à faire en matière d'éco-technologies. Mais il entrevoit déjà de nombreuses opportunités pour les entreprises étrangères, à condition qu'elles disposent d'une bonne dose de patience et d'excellents contacts.

TEXTE FLORENCE DELHOVE ET POL BRACKE

“Il est plus déterminant encore de disposer de bonnes connexions dans l'écotechnologie que dans d'autres domaines”

Debin Mao (VITO)

Organisation indépendante, l'Institut flamand pour la recherche technologique (VITO) offre un soutien et des conseils technologiques et scientifiques dans le but de soutenir le développement durable. Sa (première) filiale, VITO Asia, a signé à Pékin, fin 2010, un accord de coopération avec le bureau d'études chinois Antipollution. Cette collaboration porte sur des études environnementales et découle des modèles de qualité de l'air développés par le VITO pour plusieurs villes chinoises, utilisés lors des derniers Jeux olympiques.

Pour Debin Mao, la pollution environnementale constitue un problème de taille dans son pays, d'autant que les entreprises chinoises manquent encore souvent du savoir-faire approprié. Il y a quelques années, lorsque l'on retrouvait une énorme quantité de matières toxiques dans une rivière, aucune organisation chinoise ne disposait de l'expertise nécessaire pour remédier au problème. Même si les choses ont évolué dans le bon sens, cela reste, selon notre interlocuteur, un point sensible. Cette situation est aggravée par le manque de législation environnementale. Peu de normes sont imposées aux entreprises en matière d'épuration des eaux usées, par exemple.

Tant qu'il en sera ainsi, le marché restera limité. De même, “les entreprises sont peu incitées par les autorités chinoises à investir dans des systèmes de recyclage et de traitement des déchets, mais les entreprises belges ont engrangé pas mal de connaissances techniques dans ces domaines et peuvent encourager les entreprises locales à mettre en place des programmes de recyclage. Si elles parviennent à convaincre celles-ci que le retraitement de leurs déchets en nouveaux produits peut être rentable, elles arriveront probablement à développer leurs activités.”

Ces restrictions mises à part, le développement de l'écobusiness en Chine est indéniable. L'expert du VITO fonde son constat sur le fait que les autorités chinoises affectent depuis quelques années un budget considérablement plus important à la recherche scientifique liée aux technologies propres.

Contourner le protectionnisme local

Cela étant, les initiatives liées aux cleantech impliquent souvent les pouvoirs locaux et ceux-ci ne sont pas toujours prêts à investir. Ils se montrent, par ailleurs, protectionnistes à l'égard des entreprises locales. Il n'est donc pas facile pour une entreprise étrangère de réussir à prendre pied sur le terrain. “Contracter un partenariat avec une organisation chinoise constitue un bon moyen d'y parvenir”, conseille Debin Mao. D'où l'extrême importance des 'guanxi'. Ce terme chinois désigne le fait de disposer de bonnes connexions, de faire partie du réseau approprié. En raison du manque de législation, ces contacts sont plus déterminants encore dans l'écotechnologie que dans d'autres domaines. Or, il faut beaucoup de patience pour créer ces liens de confiance... ◀

Bien plus que de belles intentions

Trois entreprises témoignent de leur expérience chinoise

Les acteurs belges que nous avons contactés en Chine s'accordent tous sur un premier constat : les mutations vertes n'ont rien d'un discours creux. Les progrès réalisés par la Chine en une dizaine d'années, particulièrement dans les énergies renouvelables, sont impressionnants. Quelques chiffres suffisent à planter le décor. Bien que la Chine dépende toujours, pour au moins deux tiers, du charbon pour produire son énergie, elle est devenue le plus gros producteur d'énergie hydraulique au monde et a dépassé les États-Unis en termes de capacités éoliennes installées. La Chine est, par ailleurs, le plus gros exportateur de cellules photovoltaïques. Le gouvernement chinois s'est fixé comme objectif de faire passer la part d'énergies renouvelables de 10% à au moins 15% d'ici à 2020. Les nombreux chapitres consacrés aux investissements verts dans le 12^e plan quinquennal du gouvernement chinois vont bien au-delà du simple cortège d'intentions.

Garantir la paix sociale à long terme

Il y va tout simplement de la survie de la croissance économique chinoise. Bien plus que dans les pays occidentaux, les autorités chinoises sont condamnées à faire rimer écologie et économie si elles veulent stimuler leur croissance domestique. "Les autorités chinoises considèrent le verdissement de l'économie comme un enjeu fondamental pour préserver une sorte de paix sociale à long terme avec la population", observe **Philippe Snel**, partner du cabinet d'avocats De Wolf & Partners à Shanghai et président de la Chambre de commerce Benelux établie dans cette ville. Le défi est d'essayer de contenir des problèmes fondamentaux de qualité de vie engendrés par un développement anarchique. La croissance économique dépend aussi de la capacité à gérer des problèmes 'physiques'. Celui de la congestion automobile (et des pics de pollution) en est un bel exemple. Mais la première des priorités chinoises est d'assurer l'approvisionnement énergétique du pays, en le rendant moins dépendant des matières premières (pétrole) étrangères. Les besoins énergétiques sont, en effet, énormes. "La demande énergétique rien que pour Shanghai augmente de 90% par an. Chaque année, les autorités chinoises construisent l'équivalent de quatre fois les systèmes d'approvisionnement en énergie de l'Irlande", compare **Geert Palmers**, CEO de 3E et membre du steering committee du



Une bonne part de l'avenir des écotecnologies se joue actuellement en Chine. Dès lors, toute entreprise qui souhaite être un acteur significatif dans l'un des nombreux segments de ce marché très vaste se doit d'être présente dans l'Empire du Milieu. Trois entreprises belges, installées en Chine depuis plusieurs années, nous donnent leur vision de cette mutation industrielle.

TEXTE **OLIVIER FABES**
PHOTO **NG, PS, GP**



“Il y a un début d'intérêt pour les performances énergétiques des bâtiments” Nicolas Godelet
(architecte et urbaniste à Pékin)



“Les autorités chinoises considèrent le verdissement de l'économie comme un enjeu fondamental pour préserver une sorte de paix sociale à long terme avec la population”

Philippe Snel (Chambre de commerce Benelux à Shanghai)

L'EAU AU CŒUR DES POLITIQUES CHINOISES

La rareté de l'eau potable, découlant de la pollution, de la sécheresse ou de la surconsommation, est un des plus gros problèmes auxquels la Chine est confrontée. En 2009, 270 millions de Chinois vivant en zone rurale n'avaient pas accès à l'eau 'potable' (en sachant que partout en Chine, l'eau doit de toute façon être bouillie avant d'être consommée). La politique en faveur d'une 'eau propre' occupe la première place sur la liste des priorités du 12^e plan quinquennal du régime chinois. Le gouvernement a prévu d'investir pas moins de 615 milliards USD d'ici à 2020 dans des améliorations de l'infrastructure de distribution d'eau : triplement du nombre de stations d'épuration municipales et projets de désalinisation dans les zones proches de grandes villes notamment. D'après le rapport 2011 de la China Greentech Initiative (CGTI)*, un consortium international regroupant une centaine de multinationales actives dans les écotechnologies, le taux de traitement des eaux usées dans les grandes villes est passé de 34% en 2000 à 70% en 2010. Mais le chemin à parcourir est encore long. Les autorités publiques ont jusqu'ici été assez réfractaires à l'idée d'ouvrir les marchés de l'eau au secteur privé (à peine 10% des investissements dans ce secteur en 2008) et les quelques partenariats public-privé ont engrangé des résultats mitigés. Mais les besoins sont si criants que la plupart des experts estiment que les pouvoirs publics devront inéluctablement opter pour une ouverture au privé. ◀

* Ce rapport de plus de 200 pages qui analyse les diverses opportunités 'cleantech' en Chine peut être téléchargé gratuitement (moyennant inscription) sur le site www.china-greentech.com

- > Agoria Renewable Energy Club. La société 3E est présente depuis cinq ans en Chine. Spécialisée dans la consultance et les services logiciels appliqués aux systèmes éoliens et solaires, elle accompagne des entreprises 'cleantech' chinoises dans leur conquête des marchés étrangers, en Afrique notamment.

Une bonne partie des écotechnologies chinoises sont exportées. C'est le cas notamment des cellules photovoltaïques, exportées à 90%, alors que le marché domestique reste sous-développé. La Chine compte également pas moins de 80 fabricants de turbines éoliennes, dont trois se situent dans le top 10 mondial. C'est déjà énorme, mais insuffisant pour atteindre l'objectif de 150 GW de capacité éolienne fixé par le gouvernement pour l'horizon 2020 (contre 30 GW en 2010). "Dans de nombreux domaines liés aux écotechnologies, les Chinois sont bien conscients du fait qu'ils ont besoin d'investisseurs étrangers. Leurs techniques actuelles ne sont plus suffisamment performantes pour réaliser la 'mutation verte' assez rapidement, sans freiner la croissance", constate Philippe Snel.

Oublier l'arrogance occidentale !

Un nombre croissant d'entreprises belges répondent à cet 'appel' des autorités chinoises. Une erreur absolue, insiste Geert Palmers, serait de vouloir arriver en terrain conquis, en croyant que les technologies occidentales sont nécessairement supérieures aux chinoises. "Il est faux de croire que les Chinois font des produits nécessairement de moins bonne qualité ! Nous avons une avance, mais les Chinois peuvent aujourd'hui, sur certains points, rivaliser avec les meilleurs fournisseurs occidentaux. Notamment en matière de panneaux photovoltaïques, où ils font aussi bien, mais à un prix bien moindre. C'est même devenu un produit courant." Son principal conseil est, dès lors, de ne pas 'snober' les qualités technologiques d'éventuels partenaires chinois. "Je suis persuadé que d'ici cinq ans, les Chinois exporteront des turbines éoliennes vers l'Occident".

Il n'est évidemment pas facile pour une entreprise étrangère de s'attaquer de front à des concurrents 'locaux'. Officiellement, comme nous l'explique l'avocat d'affaires Philippe Snel, qui conseille surtout des multinationales étrangères parties à la conquête de la Chine, les marchés publics sont réglementés et il n'est pas question de favoritisme, mais officieusement... L'entreprise étrangère aura souvent intérêt à rechercher des complémentarités avec une société locale, dans le cadre d'une joint-venture, en essayant de protéger comme elle peut sa propriété intellectuelle. La contrefaçon, éternel problème chinois, est encore plus menaçante dans un domaine de pointe comme les écotechnologies. Autant savoir aussi que les entreprises chinoises bénéficieront plus que probablement d'un traitement de faveur au niveau réglementaire. "Lors de la construction d'une nouvelle usine, toute entreprise doit désormais se conformer aux exigences d'une agence de protection de l'environnement, sous tutelle de l'État, qui joue à présent un rôle bien réel. Auparavant, obtenir un permis était juste une formalité. On peut se réjouir de cette évolution, mais il ne faut pas cacher que les entreprises étrangères 'bénéficient' d'un traitement séparé", souligne encore Philippe Snel, qui sourit lorsqu'on évoque l'illusion d'un 'level playing field'. >



PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE : ATTENTION DANGER !

La propriété intellectuelle (PI) reste une question délicate en Chine. Ce pays n'a pas la meilleure des réputations dans ce domaine. Il remporte, en effet, le triste honneur d'être la source la plus importante de produits contrefaits. Mieux vaut donc, lorsque l'on est un investisseur étranger, tenir compte de cette donnée, met en garde Debin Mao, China Business Development Manager au VITO, qui s'empresse cependant de noter une évolution positive : "Le nombre de litiges entre entreprises chinoises en matière de PI va croissant. Mais, en tout état de cause, je recommande aux entreprises belges qui souhaitent faire des affaires en Chine de se faire conseiller sur le plan juridique en matière de brevets et questions apparentées." ◀



“Il est faux de croire que les Chinois font des produits nécessairement de moins bonne qualité” Geert Palmers (CEO de 3E)

- > Comme dans d'autres pays, il y a une tendance nationale à privilégier les achats chinois par le biais de mesures protectionnistes larvées. La bonne nouvelle est, toutefois, que "si vous fabriquez ici, on vous considère rapidement comme chinois". Sur le marché des cleantech, dépendant quasiment exclusivement du secteur public ou des entreprises d'État, l'intérêt de produire sur place est encore plus évident que pour d'autres secteurs plus directement tournés vers les consommateurs. "Les barrières en termes culturels ou techniques ne sont pas pires que dans un pays comme le Brésil, d'après moi. Le plus gros risque en Chine est de sous-estimer les investissements nécessaires pour asseoir sa présence."

Cercle vertueux

Toutes les portes ne s'ouvrent pas facilement - il faut des années pour se créer un 'guanxi', cette notion ancestrale de 'réseau' à la chinoise, basé sur les recommandations et la confiance -, mais les fournisseurs d'écotechnologies ont cet avantage de pouvoir profiter d'une plus grande ouverture des autorités chinoises du fait des besoins colossaux impliqués par la révolution verte. "Une fois

que vous avez pu démontrer votre professionnalisme et gagner la confiance, un cercle vertueux se met en place", indique l'architecte et urbaniste **Nicolas Godelet**, qui a créé son propre bureau à Pékin. Ce trentenaire a déjà eu l'opportunité de travailler sur des projets prestigieux comme l'Opéra de Pékin ou l'Ambassade de France à Pékin, en privilégiant l'éco-efficacité et des matériaux durables. Au niveau urbanistique, il a conçu les espaces d'accueil pour visiteurs de la ville médiévale fortifiée de Pingyao, classée au patrimoine mondial de l'UNESCO. À l'exception de quelques multinationales étrangères qui misent sur la construction durable pour montrer 'patte verte' (Pepsi, Sidel-Tetrapac, Veolia Water...), ses clients sont directement ou indirectement liés à l'État. "Tout investissement dans le sens de constructions plus durables repose sur les promoteurs publics. Il n'y a pas de subsides directs aux ménages ou aux entreprises comme chez nous. L'avantage est que les grandes décisions – par exemple, des rénovation importantes de centres-villes – se prennent rapidement. Tout se fait à grande échelle." D'après lui, la marge de progression en termes d'éco-efficacité est gigantesque. "Il y a un début d'intérêt pour les performances énergétiques des bâtiments, mais globalement, les promoteurs s'en tiennent encore à des performances très limitées en termes d'isolation par exemple." ◀

Quels sont les marchés les plus attractifs pour les Belges ?



Nos trois observateurs en Chine – Geert Palmers (CEO de 3E), Philippe Snel (Partner chez Dewolf & Partners) et l'architecte et urbaniste Nicolas Godelet – épinglent les écotecnologies qui présentent, selon eux, le plus beau potentiel pour des entrepreneurs belges.

TEXTE OLIVIER FABES

Nos spécialistes en techniques d'épuration d'eau ont une belle carte à jouer dans les grands projets de rénovation ou d'extension urbaine

- **La construction durable** : un certain nombre d'entreprises belges de construction et de fournisseurs de matériaux innovants possèdent le savoir-faire nécessaire pour répondre à des besoins

criants en Chine, où le concept de construction durable commence à peine à intéresser les autorités. Les opportunités se situent non seulement dans les techniques, procédés et matériaux, mais aussi en amont, dans la phase d'urbanisation et de conception d'ensembles architecturaux éco-efficaces. Comme a pu le constater Nicolas Godelet, les Chinois sont demandeurs de stratégies de conception urbaines (voiries, tissu urbain, distribution d'eau et réseaux d'égouttage, distribution électrique, éclairage public, espaces verts, etc). Nos spécialistes en techniques d'épuration d'eau, notamment, ont une belle carte à jouer dans les grands projets de rénovation ou d'extension urbaine.

- **Les énergies renouvelables** : les besoins se situent moins au niveau de la fabrication de turbines éoliennes ou de cellules photovoltaïques (domaines dans lesquels les Chinois rattrapent rapidement leur retard) que dans l'intégration de ces technologies au réseau électrique. Les Chinois manquent également d'outils de contrôle de la production des parcs éoliens ou solaires, leur permettant de mieux gérer les flux et les connexions. C'est d'autant plus vrai pour l'éolien offshore, promis à une forte croissance ces prochaines années et pour lequel un certain nombre d'entreprises belges disposent désormais d'une belle expérience en Mer du Nord.

- **Les véhicules verts** : le gouvernement chinois place beaucoup d'espoir dans les véhicules électriques comme moyen de limiter la pollution dans les mégalo-poles et de redéfinir les politiques de mobilité. Comme chez nous, la mise en service de véhicules électriques nécessite toute une infrastructure, qui prendra du temps. Mais, à la différence des pays occidentaux, la Chine

pourrait dans un premier temps se contenter de petits véhicules électriques peu rapides, la saturation des axes routiers empêchant de toute façon de dépasser les 50 km/h.

- **Les procédés industriels** : il s'agit sans doute d'un domaine moins exploré jusqu'à présent, mais le secteur industriel chinois souffre globalement d'un manque patent d'efficacité, lié au fait que la main-d'œuvre y est bon marché. Face à la (forte) augmentation des coûts salariaux dans les régions les plus développées, les industriels chinois sont à la recherche d'expertises pour améliorer leur productivité, que ce soit par la mise en place de procédés moins gourmands en énergie, l'utilisation de machines plus performantes, voire une valorisation de certains déchets.

- **Les 'nouvelles campagnes'** : après avoir essentiellement concentré les investissements 'verts' dans les grandes villes – Shanghai 2010 ayant été une sorte de vitrine mondiale de la cité verte à la chinoise – les autorités ont lancé un projet 'nouvelles campagnes' qui vise à moderniser les communautés rurales pour contenir l'exode vers les mégalo-poles. Le but est aussi de rendre les campagnes auto-suffisantes au niveau énergétique, en misant sur des sources renouvelables. En plus de créer d'énormes besoins en termes d'infrastructures routières, de réseaux ferroviaires, d'écoles..., ce mouvement de balancier vers les campagnes est donc aussi synonyme d'opportunités pour un certain nombre d'acteurs des écotecnologies. ◀

Le projet 'nouvelles campagnes' vise à moderniser les communautés rurales pour contenir l'exode vers les mégalo-poles